
ARRÊTÉ DU MAIRE

N°27 DU 13/03/2023

Objet : Arrêté de circulation de l'entreprise SBTP

Le Maire de la Commune de MONTELIER (Drôme),

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6-1,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-21-1,
Vu l'Arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié et consolidé au 13 juin 2022,
Vu le code pénal, notamment les articles 131-12 à 131-18 ;

Considérant la demande datée du 08/03/2023 de l'entreprise SBTP,
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique ainsi que celle des agents de l'Administration et de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux et de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par des travaux,
Considérant qu'afin d'intervenir sur la pose de massifs pour l'implantation de candélabres d'éclairage public sur la rue Robinson, il y a lieu de réguler la circulation,

ARRETE

Article 1er. -

Les travaux de pose de massifs sont exécutés du 13/03/2023 au 07/04/2023 de 8h à 17h sur la rue Robinson sur le territoire de la commune de Montélier.

Article 2. -

Pendant la durée des travaux, la circulation est réglementée de la façon suivante :

- Les travaux empiètent sur la chaussée avec une largeur de voie maintenue.
- Au droit du chantier la vitesse est limitée à 30km/h.

Article 3. -



Conformément à la réglementation en vigueur, les panneaux prévus sont implantés au droit et de part et d'autre du chantier par les soins de l'entreprise chargée des travaux.
L'entreprise assure pendant toute la durée du chantier : la maintenance de la signalisation et contrôle de son implantation (en cas d'orage, de vent, de vandalisme).

Article 4. -

Monsieur le Maire,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chabeuil,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montélier, le 13/03/2023

Le Maire,


Bernard VALLON


Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication